

Le 3ème sommet de l'EAC sur la crise burundaise se tient en Tanzanie

@rib News, 06/07/2015 – Source Xinhua Le 3ème sommet des chefs d'Etat de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE/EAC) sur la crise politico-sécuritaire burundaise qui secoue le Burundi depuis plus de deux mois, s'est tenu lundi à Dar-Es-Salaam (Tanzanie) sans la participation personnelle du chef d'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a annoncé sur les ondes de la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB) M. Philippe Nzobonariba, secrétaire général et porte-parole du gouvernement burundais.

Selon M. Nzobonariba, le président Nkurunziza, retenu par la campagne pour l'élection présidentielle du 15 juillet prochain, s'est fait représenter dans ces assises régionales sur le Burundi, par son conseiller en communication, Willy Nyamitwe, la ministre en charge des Affaires de l'EAC, Lontine Nzeyimana, et le ministre des Affaires Etrangères, Alain-Aimé Nyamitwe. Ce 3ème sommet de l'EAC sur la crise burundaise, va décider sur base d'un rapport préparé par les ministres des Affaires Etrangères des pays membres de la CAE sur l'état des lieux en matière politico-sécuritaire au Burundi en cette période électorale; et ce depuis le 2ème sommet de cette organisation tenu le 31 mai 2015 à Dar-Es-Salaam, en passant par celui de l'Union Africaine (UA) du 13 juin 2015 à Johannesburg (Afrique du Sud). Les deux sommets avaient recommandé aux acteurs politiques burundais, de dégager un consensus sur le calendrier pour les élections burundaises de 2015, sur le désarmement des jeunes affiliés aux partis politiques, sur la remise en fonction des radios détruites en marge des événements liés au coup d'Etat manqué du 13 mai dernier et sur le rapatriement de centaines de milliers de burundais réfugiés dans les pays limitrophes (Rwanda, RD Congo et Tanzanie). Ces assises régionales de l'EAC du 6 juillet 2015, a-t-il ajouté, vont statuer aussi sur base des recommandations de l'Equipe Conjointe Internationale de la Facilitation (ECIF) sur le Burundi, mise en place le 20 juin dernier sous la direction du représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies en Afrique centrale, le professeur sénégalais Abdoul Bathily. Celui-ci a dû remplacer l'envoyé spécial du secrétaire général dans la région des Grands Lacs, l'ambassadeur Saïd Djinnit, qui avait entamé le 5 mai 2015 sa mission de facilitation internationale sur le Burundi avant d'être accusé par des partis d'opposition lui reprochant un comportement "partial" en faveur du gouvernement burundais. L'ECIF sur le Burundi, est en effet composée des représentants de la CAE, de l'Union Africaine (UA), de la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL) et de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le 10 juin dernier, le président Nkurunziza a signé un décret portant mise en place d'un nouveau calendrier électoral fixant les doubles élections des conseillers communaux et des députés au 29 juin 2015, l'élection présidentielle au 15 juillet 2015 et les élections des sénateurs au 24 juillet prochain. Le lendemain, le ministre burundais de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, a signalé que ce calendrier revêtait un caractère "inamovible" en raison de l'imminence de fin de mandats pour les institutions élues en 2010, soit le 9 août 2015 pour le parlement et le 26 août 2015 pour le président de la République. Toutefois, du 23 au 26 juin 2015 à Bujumbura, les travaux de l'ECIF sur le Burundi, sous la direction du Pr Bathily, ont proposé un nouveau report des élections de telle sorte que tous les scrutins puissent se tenir simultanément le 31 juillet prochain. Selon la déclaration préliminaire de la MENUB, "l'environnement n'était pas propice pour des élections libres, apaisées, crédibles et inclusives". Le gouvernement burundais a rejeté aussitôt ce rapport d'observation de la MENUB en lui reprochant "d'être tendancieux" et "d'être téméraire de l'extérieur".